

LES DISPARITIONS INQUIETANTES DE MAJEURS

Les dispositions de **l'article 26 de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité** s'appliquent à la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé, ou à celle d'un majeur dont les services de police et de gendarmerie estiment qu'elle présente un caractère inquiétant ou suspect, eu égard **aux circonstances, à son âge ou à son état de santé**.

L'article 74-1 du Code de procédure pénale prévoit également :

*« Lorsque la disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé vient d'intervenir ou d'être constatée, les officiers de police judiciaire, assistés le cas échéant des agents de police judiciaire, peuvent, sur instructions du procureur de la République, procéder aux actes prévus par les articles 56 à 62, aux fins de découvrir la personne disparue. A l'issue d'un délai de huit jours à compter des instructions de ce magistrat, ces investigations peuvent se poursuivre dans les formes de **l'enquête préliminaire**.*

Le procureur de la République peut également requérir l'ouverture d'une information pour recherche des causes de la disparition.

*Les dispositions du présent article sont également applicables en cas de disparition d'un majeur présentant un **caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé**.* »

Les actes que l'OPJ peut effectuer dans le cadre d'une enquête pour disparition inquiétante sont donc les suivants :

- Saisies de papiers, documents, données informatiques ou autres objets
- Transports sur les lieux
- Perquisitions
- Faire procéder à des constatations ou à des examens techniques ou scientifiques
- Réquisitions
- Auditions et garde-à-vue

En cas de désaccord entre le déclarant et lesdits services sur la qualification de la disparition, il est, si le déclarant le demande, soumis sans délai à fin de décision au procureur de la République.

/!\ La disparition déclarée par le conjoint, le concubin, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité, un descendant, un ascendant, un frère, une sœur, un proche, le représentant légal ou

l'employeur doit immédiatement faire l'objet d'une enquête par les services de police et de gendarmerie.

Les chefs de service de la police nationale ou des unités de la gendarmerie nationale font procéder à **toutes recherches et auditions utiles à l'enquête**, dont ils font dresser un rapport détaillé ou un procès-verbal si nécessaire.

Dans le cadre de cette enquête, les chefs de service de la police nationale ou des unités de la gendarmerie nationale peuvent directement requérir des organismes publics ou des établissements privés détenant des fichiers nominatifs, sans que puisse leur être opposée l'obligation au secret, que leur soit communiqué tout renseignement permettant de localiser la personne faisant l'objet des recherches.

Le procureur de la République est informé de la disparition de la personne, dès la découverte d'indices laissant présumer la commission d'une infraction ou lorsque les dispositions de l'article 74-1 du code de procédure pénale sont susceptibles de recevoir application.

Sauf si les circonstances de la disparition ou les nécessités de l'enquête s'y opposent, **toute personne déclarée disparue est immédiatement inscrite au fichier des personnes recherchées.**

En outre, **le déclarant est tenu informé du résultat des recherches entreprises**, sous réserve du droit de la personne majeure déclarée disparue et retrouvée de s'opposer expressément à la communication de son adresse au déclarant en signant devant un officier de police judiciaire un document spécifiquement établi à cet effet, et sauf en cas de nécessité impérieuse inhérente à l'enquête.

Lors de la déclaration de disparition, le déclarant s'engage à prévenir immédiatement les services de police ou de gendarmerie de toutes nouvelles qu'il pourrait avoir.



L'adresse d'une personne mineure ou majeure protégée déclarée disparue ne peut être communiquée à son représentant légal qu'avec l'autorisation du juge des enfants ou du juge des tutelles, lequel apprécie, au regard des éléments du dossier, si cette communication présenterait un danger pour le mineur ou le majeur protégé.

A défaut de découverte, dans le délai d'un an, soit de la personne déclarée disparue, soit de la preuve de sa mort, un certificat de vaines recherches peut être délivré au déclarant à sa demande. **Ce certificat est délivré pour faire valoir ce que de droit, mais n'arrête pas la poursuite des recherches.**

Lorsque le procureur de la République fait application des dispositions de l'article 74-1 du code de procédure pénale, il est mis fin aux recherches administratives prévues par le présent article.